

Pierre Diercke

Georges Jorès

August Fabius

Cours de la

Pierre Jorès

Intervention finale de Pierre MAUROY

Cachan - 7 avril 1991

Jacques Carrat

Antoine Léon

Val de Harne

I - LA CONVENTION :

Elle témoigne de ce que le débat ne demande qu'à surgir.

Nous avons eu une belle et grande convention : présence nombreuse, qualité des interventions.

Qui pourrait dire que ce fut une Convention pour rien ?

Elle fut utile et satisfaisante pour tous.

Beaucoup de propositions sur le fond, à partir du texte soumis à la Convention Nationale :

- dans l'ordre international :

- . sur les minorités,
- . sur les ventes d'armes

International → Council International
particular
→ facti ne s'agit pas d'européens
mais la différentiation

- A l'égard des problèmes de société :

- . Les idées et le débat .
- . satisfaction d'avoir vu plusieurs ministres intervenir.

à la

II - Les mois qui viennent :

Nous avons deux grands rendez-vous :

10 Mai :

pas seulement une commémoration d'histoire, mais le véritable rendez-vous d'un nouvel élan.

15 Juin : 20ème anniversaire d'Epinay

Célébration d'une volonté et d'une capacité de rassemblement.

Le fait de quelques hommes autour de François Mitterrand.

Je veux surtout y associer la mémoire de Gaston Defferre.

La leçon d'Epinay :

Chaque fois que nous sommes unis, l'élan est donné.

Ce fut toute l'histoire du mouvement socialiste et celle du Parti Socialiste depuis 1971 ; notamment les Assises avec Michel Rocard, Jacques Delors et d'autres.



C'est la leçon à retenir pour le temps présent.

Les Socialistes ne veulent pas revenir au Congrès de Rennes. Ils éprouvent même l'appréhension du prochain Congrès.

avec les mains
On me dit qu'il ne faut pas ouvrir la Boîte de Pandore . Il ne dépend que de nous qu'il n'en soit pas ainsi !

Et puis nous sommes un parti démocratique et de toutes façons il faudra bien un Congrès.

J'ai fait une proposition et je la maintiens.

Le meilleur moyen de tenir un Congrès de rassemblement c'est encore de se mettre au travail ensemble et d'adopter ensemble le Projet. Ce projet doit être la grande affaire des Socialistes pour les six prochains mois.

*et je salue les efforts de Richard Chazot
qui en est le rapporteur*

Dans les semaines qui viennent, je discuterai avec les responsables du Parti de toutes les propositions qui ont été faites et d'autres que je me propose de faire, car ce qui est en cause ne se limite pas seulement à un problème de calendrier :

c'est le fonctionnement institutionnel du Parti qui est en cause.

Quoi de plus normal après 20 ans ?

Quoi de plus normal après un Congrès qui nous a mis dans l'insatisfaction ?

Quelle que soit la date du prochain Congrès, nous serions tous coupables si nous nous représentions dans le même cas de figure qu'à Rennes. C'est bien cette situation qui serait surréaliste.

Je ferai donc des propositions sur la base de ce que j'ai entendu ici.

Je souhaite que l'esprit du 20ème anniversaire d'Epinau nous inspire.

Chacun doit bien comprendre que ma proposition ne se situe pas à un niveau subalterne. J'ai 20 ans de rassemblement. Je ne vais pas jouer pour la 21ème année le coup d'éclat de la division

Investi à l'unanimité après le Congrès de Rennes où j'ai écarté toute solution qui ne soit pas de synthèse, je ne me départirai pas de cet état d'esprit.

Que personne ne compte sur moi pour me transformer en bretteur à l'intérieur du Parti.

Je ferai tout pour préparer dans un esprit de rassemblement le prochain Congrès. C'est ma fonction, c'est mon mandat.

Vous pouvez, avec tous les militants, compter sur moi.

René Jeanette Coenraets, Coenraets
Ch. Boer rethuis

CONVENTION NATIONALE

6 et 7 AVRIL 1991

Intervention de Pierre MAUROY

Mes chers Camarades,

Nous avons eu ce matin un débat sur l'activité du Parti. Le rapport présenté par Marcel Debarge témoigne de la vitalité et de la détermination du Parti. Des organismes nouveaux ont pris leur essor au cours des dernier mois, en particulier le Centre Condorcet pour la formation, la Fondation Jean Jaurès pour l'action internationale. "VENDREDI" représente une réussite saluée par tous. Nous avons été présents sur le terrain des idées et, je le crois, aussi de l'action. Cette réussite sur laquelle il faut insister n'est pas celle de tel ou tel d'entre nous. Elle est collective et nous devons nous en féliciter.

De plus, la côte de sympathie du Parti, retrouvée après le fléchissement de l'an dernier, les résultats électoraux eux-mêmes, nous apportent d'indéniables satisfactions mais devraient naturellement nous inciter à faire plus.

En effet, nous ressentons tous que malgré ces efforts, malgré ces succès, le Parti s'interroge. Il s'interroge, oui, il me semble que tel est le terme exact. Ne nous accablons pas nous-mêmes d'un vocabulaire de crise. Ce serait excessif, injuste et dangereux quant à l'action que nous menons. Mais à l'inverse, inutile de se cacher la nécessité d'un sursaut. Et ce n'est pas là seulement une question de volonté.

Mes chers camarades, il n'était pas facile à franchir, ce cap de sept mois de crise du Golfe. Bien sûr, aujourd'hui, à la lumière des événements déjà inscrits dans l'Histoire, il est aisé de porter jugement. La guerre a été brève. Moins meurtrière pour nos soldats que nous ne l'avions craint. Et surtout, l'objectif de libérer le Koweït atteint. Mais, nous tous ici, sans aucune exception, nous avons mesuré la gravité, pour toute conscience d'homme et surtout de socialiste, de ce choix de la guerre comme moyen ultime de la paix. Il nous marquera pour longtemps.

Ce choix, vous l'avez fait parce que vous étiez convaincus qu'une France socialiste ne pouvait que défendre aux yeux du monde ces valeurs de paix et de liberté. Vous l'avez fait en soutenant l'action du Président de la République François Mitterrand, au moment où il prenait la responsabilité la plus grave depuis 1981. Vous l'avez fait en soutenant l'action du Gouvernement que le Premier ministre Michel Rocard a rappelée tout à l'heure.

Je sais aussi que certains d'entre vous ne l'ont pas fait sans déchirement. Disons-le, cette décision a été difficile pour beaucoup. Et peut-être pour tous. Et pourtant vous l'avez prise. La conscience n'a pas été l'apanage de quelques uns. Elle n'a pas été le monopole de ceux qui l'ont brandie le plus ostensiblement. Je veux ici remercier tous ceux qui, malgré les difficultés, ont choisi d'adhérer à la politique du Président de la République et de son gouvernement. Que dis-je, de faire bloc avec le Président de la République et son gouvernement !

Vous avez permis d'éviter que cette Convention Nationale soit celle de la division. La très grande majorité des Socialistes a su rester unie.

Voilà pourquoi ma fierté pour le Parti est de pouvoir monter à cette tribune comme Premier Secrétaire, garant du rassemblement, présentant un texte qui a su réunir l'unanimité du Bureau Exécutif. Je souhaite retrouver ce très large accord devant la Convention sachant que le débat pour un Nouvel Ordre Mondial sera sans cesse renouvelé.

Aujourd'hui nous avons dépassé le cap de la guerre, et nous vivons chaque jour le retour du combat politique national et parfois de ses arcanes.

La droite brûlait de reprendre l'offensive. Elle l'a fait à contretemps une fois ou deux avant le 28 février. Et naturellement, dès l'annonce du cessez-le-feu. Après Poniatowski, Longuet n'a pas attendu longtemps pour préconiser l'alliance avec un Front National pourtant en difficulté. Et qui aurait dû payer de son isolement la poignée de main de Le Pen à Saddam Hussein.

Quel dommage pour l'image générale de la politique, qui semblait se redresser dans l'esprit des Français, compte tenu de l'attitude des partis dans la crise du Golfe. Mais raison de plus pour donner, nous Socialistes, à l'occasion de cette première grande réunion d'après crise, une autre image de la politique. Celle de l'imagination, du débat véritable, de la détermination à construire l'avenir.

Dans quelques mois, la parole sera aux Français, pour des élections régionales, cantonales et sénatoriales même dans des conditions nouvelles et plus satisfaisantes pour nous. Puis, année après année, le suffrage universel sera appelé à se prononcer pratiquement sur tous les niveaux de pouvoir : législatives de 1993, européennes de 1994, municipales de 1995. Et naturellement élection présidentielle. A chacune de ces étapes, mes chers camarades, il faudra vaincre. Car telle est la condition pour faire triompher nos idées et nos convictions. Et l'année de la préparation pour le Parti, c'est bien en 1991.

A chacune de ces étapes, nous nous présenterons forts de notre bilan. Dix ans, oui dix ans depuis le 10 mai 1981. Nous aurions tort de craindre ou de douter. Ce bilan est immense. Il sera attaqué peut-être, contesté sans doute. Soit. Eh bien c'est à nous de saluer l'action du Président de la République et de ses gouvernements. Nous le ferons avec éclat, conscients de la solidité de ce que nous avons déjà construit. Et dans chaque critique, nous verrons une incitation à prolonger, à aller plus loin encore. Bref, à continuer.

A cette heure, mes chers camarades, une seule question devrait nous préoccuper. Elle est simple à formuler : comment gagner ? Elle est naturellement plus complexe à gérer, quoique les conditions du succès tiennent en trois phrases : gouverner en ralliant le plus grand nombre des Français, leur proposer un grand projet pour renouveler notre contrat de pouvoir, et faire vivre un Parti digne de ce nom.

*

* *

La démarche d'élaboration du projet est engagée.

Offrir une perspective à l'horizon de la fin du siècle, donner un sens à notre action d'aujourd'hui en fonction d'objectifs à plus long terme, notre mission est là toute entière.

N'oublions jamais ceci : nous accomplissons aujourd'hui un moment d'une histoire que d'autres avant nous ont engagée .

Le Socialisme est une idéologie. Et si les idéologies sont mortelles : l'affaiblissement du communisme nous le prouve, la nôtre peut enfin suivre le cours de ses valeurs initiales.

Le Socialisme fut avant la première guerre mondiale une incroyable fluorescence d'idées. La rupture après 1920, contraignit le mouvement socialiste à se définir en quelque sorte par différence avec le communisme. Il perdit dans cette confrontation une part de sa force créatrice. Aujourd'hui, la mise en cause générale du modèle communiste offre au socialisme une chance d'être lui-même. Le projet de 1991 peut, mes chers camarades, être le grand projet des socialistes, celui qui marquera les générations à venir. A nous de prendre, maintenant, les moyens d'une offensive sur les idées.

*

* *

Cette offensive nous devons prioritairement la mener sur le plan de l'action internationale de la France.

Au Moyen-Orient, la rapidité de la guerre nous laissait espérer l'imminence de la paix. Or, le cessez-le-feu en Irak n'est pas la paix. La souveraineté du Koweït a bien été rétablie dans les conditions exactes que nous imposait la décision du Conseil de Sécurité.

Mais malgré son accablante défaite, le dictateur irakien s'est maintenu au pouvoir. Pire encore, il a multiplié les forfaits contre son peuple, et tout particulièrement contre la minorité kurde.

La France, au cours des dernières heures vient d'accomplir, par le vote de la résolution 688 condamnant la répression en Irak, une indéniable avancée diplomatique. L'initiative du Président de la République donne à la France une victoire politique et, plus encore, morale. L'aide humanitaire, évidemment difficile à acheminer, permettra d'alléger le fardeau dramatique qui pèse sur la population kurde.

Au-delà de ces événements, la question kurde nous engage à une réflexion plus générale sur le problème des minorités. Nous, Socialistes, affirmons que nulle part dans le monde ne saurait exister de règlement de paix sans libre expression des populations.

Soyons clairs cependant, dans le monde tel qu'il est, avec des frontières qui tirent leur légitimité de l'Histoire, nous ne croyons pas qu'à chaque nationalité doive nécessairement correspondre un Etat. La plupart des minorités, d'ailleurs, ne le demandent pas. Mais, en revanche, à chaque nationalité doit correspondre le respect des droits, droit à l'identité, à la langue, à la culture, et bien sûr, droits de l'Homme. La question est de savoir comment l'assurer.

Il est indispensable que les organisations internationales, et particulièrement l'ONU envisagent un élargissement de leur action au-delà des relations entre Etats. D'ailleurs, le Conseil de Sécurité s'est reconnu compétent pour sanctionner l'Afrique du Sud coupable de faire régner l'apartheid. Quand la vie d'un peuple est en danger, comment l'ONU pourrait-elle s'abstenir d'intervenir sous prétexte d'arguties juridiques ?

La non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat reste sans doute un principe essentiel. Mais, notre conscience de Socialistes nous appelle à un véritable devoir d'ingérence humanitaire. Et nous nous félicitons de la décision de l'ONU hier soir.

Pour m'être exprimé en votre nom à trois reprises à l'Assemblée Nationale sur les problèmes du Proche et Moyen-Orient, notamment ceux du Golfe et du Liban, je me limiterai à souligner l'urgence du règlement de la question palestinienne.

Les Socialistes tiennent depuis 1973 le même discours.

Droit à l'autodétermination et à une patrie pour le peuple palestinien, droit à Israël de vivre dans des frontières sûres et reconnues. Là-dessus nous sommes extrêmement clairs. Le problème est désormais notre capacité à le résoudre. La France doit participer à ce règlement. Elle n'a pas capacité à le conduire seule. Aussi voyons-nous comme un évènement majeur la prise de conscience, de la part des Etats-Unis, du caractère central de la question palestinienne dans le règlement d'ensemble du conflit. Ceci est une avancée qui, si elle ne règle pas le fond des problèmes, permet au moins de les envisager d'une façon plus réaliste.

La vraie question est de savoir comment surmonter ces intransigeances qui se cumulent et se renforcent. J'ai la conviction, depuis mon voyage en Israël que la rigidité du gouvernement Shamir n'est pas celle du peuple israélien.

En tous cas, j'ai la certitude que nos amis travaillistes et du MAPAM ont, à cet égard, des positions plus ouvertes.

De la même façon, nous avons répondu récemment à l'OLP en affirmant la volonté des Socialistes français de voir s'engager la négociation sans exclusive et sans délai.

Je traiterai enfin du problème des ventes d'armes . Il faut nécessairement distinguer le contrôle des ventes d'armes et le désarmement régional. Mais nous ne devons pas attendre le lancement de cette négociation pour faire le ménage chez nous.

Là encore, il convient de s'appuyer sur le renouveau des institutions internationales. L'Europe des Douze a un rôle à jouer en matière de coordination des ventes d'armes. Il ne sert à rien, en effet, d'instaurer une discipline plus rigoureuse en France si nos voisins ne font pas de même .

De la même façon, l'organisation des Nations-Unies devrait se doter de moyens de contrôle et de surveillance des marchés d'armes. Cette question est prioritaire pour l'édification d'un nouvel ordre international.

Que cesse l'hypocrisie ! A quoi bon convoquer des diplomates autour des tables de négociations, si parallèlement l'activité des marchands d'armes n'est pas sévèrement contrôlée. Ne soyons pas naïfs. Il ne s'agit pas de lutter contre l'armement en soi. Chaque pays a le droit de se doter des moyens de sa sécurité. I I s'agit, et c'est déjà beaucoup, de lutter contre le surarmement. Et l'on sait bien qu'au Proche et au Moyen-Orient la paix s'obtiendra à un niveau d'armement bien inférieur à celui que l'on constate actuellement.

Je terminerai cette revue des problèmes liés à la crise du Golfe par quelques mots sur le rôle des pays européens. A différents moments de la crise, les Douze Etats européens ont adopté des positions communes. Ils ont été les premiers, avant l'ONU, à décréter un embargo contre l'Irak et cela juste après l'invasion du Koweït.

Ne cédon pas à l'auto-flagellation. Ce serait rendre un fier service à ceux qui pratiquent continuellement le dénigrement de l'Europe communautaire. Leur intention cachée est de ruiner les efforts d'une Europe en laquelle ils n'ont jamais cru.

La vérité, c'est qu'on ne peut pas faire comme si l'Europe politique existait et déplorer ses carences. L'Europe politique, la politique étrangère commune sont à contruire. Après quoi viendra le temps de la défense européenne. Il n'est pas dans notre pouvoir d'inverser l'ordre des priorités. A la fin de l'année un traité d'union politique verra le jour.

L'Europe se dotera ainsi des instruments pour cette politique étrangère commune dont la crise du Golfe a montré l'urgente nécessité.

*

* *

Chers camarades, cette offensive nous devons aussi la mener sur les questions de société et de politique intérieure.

Nous avons tout à l'heure entendu le Premier Ministre. Nous approuvons sa démarche et tout particulièrement le rappel de ce qui a été fait sur le plan social et de ce qui a été annoncé. Nous aurons l'occasion à l'Assemblée Nationale de discuter des modalités des différents projets qui nous sont ainsi présentés.

Je ferai une remarque cependant. Il est vrai que nous sommes tributaires pour la politique sociale de la situation économique, et le Premier Ministre nous l'a rappelé. Il est vrai aussi qu'une politique de gauche peut être assurée à partir de réformes circonstanciées et répondant directement aux préoccupations des Français, voire même de telle ou telle catégorie de Français. Vis-à-vis de notre électorat nous devons faire ressortir la logique sociale de la politique du Gouvernement. Cette logique doit être mieux perçue.

Elle l'est dans l'action pour la Ville menée par Michel Delebarre.

Elle l'est dans l'adoption du plan social étudiant de Lionel Jospin.

Elle l'est dans les mesures décidées à l'égard de l'audiovisuel public par Catherine Tasca.

Elle l'est en ce qui concerne la réforme hospitalière de Claude Evin.

Elle l'est dans la réforme de l'Aide légale proposée par Henri Nallet.

Elle l'est dans la définition d'une politique européenne fondée sur la charte sociale avec Roland Dumas et Elisabeth Guigou. Et nous nous félicitons que, sur proposition de la France, la Commission ait avancé sur ce point.

C'est à nous, Parti et gouvernement tous ensemble, de faire ressortir cette logique sociale. Une trop grande timidité nous priverait du bénéfice de ces réformes auprès des catégories mêmes en faveur desquelles nous les prenons.

Il nous appartient, dans le cadre de notre Projet, de montrer que chacun de nos textes, que chacune de nos réformes est une étape vers un objectif plus global. C'est en effet à notre Projet d'offrir la perspective dans laquelle s'inscrit le gouvernement. Et c'est cela l'urgence d'aujourd'hui.

Grâce à la politique engagée depuis 1982, notre pays connaît la réussite économique : la croissance est saine, l'inflation maîtrisée, le franc stable et huit cent mille emplois ont été créés depuis 1988. Ce n'est pas rien !

Et pourtant, ce n'est pas suffisant pour enrayer la progression du chômage qui demeure, comme l'a dit le Premier Ministre, la première des inégalités.

Nous savons tous qu'il n'existe pas de filtre magique. Mais notre projet doit être l'occasion d'apporter des réponses novatrices à ce qui constitue la source même de tant de maux de notre société.

Nous devons aborder sans complexe le problème de la politique industrielle. Il n'est plus possible que notre balance industrielle se détériore encore . Que doit-on faire pour remédier à cela ? Brider encore et toujours plus les salaires comme nous le suggère la partie la plus conservatrice du patronat français ? Ce serait oublier que notre différentiel de compétitivité avec l'Allemagne ne vient pas du tout du salarié. Les salaires français sont toujours inférieurs de 15 % aux salaires allemands. Les difficultés que nous éprouvons proviennent d'autres facteurs, sans doute une spécialisation forte de notre industrie, d'un sous-dimensionnement de nos entreprises moyennes, d'une carence de formation continue dans les entreprises, du manque de qualité et d'innovation dans les produits que nous fabriquons, mais aussi et surtout d'une conception trop archaïque des relations sociales dans l'entreprise.

L'entreprise française est encore engoncée dans le taylorisme. Il est temps pour les dirigeants français de comprendre que les salariés sont la seule vraie richesse de l'entreprise. C'est pourquoi je souhaite que notre projet définisse cette société d'économie mixte. Et quant à la place de l'Etat, je ne suis pas pour la diminuer mais plutôt pour la renforcer.

Je souhaite que notre projet soit audacieux sur la question de la réduction et de l'aménagement du temps de travail. Le débat est largement engagé dans la plupart des pays européens et notamment en Allemagne. Pourquoi en serait-il autrement en France alors même que nous avons été parmi les premiers à progresser dans cette voie ?

Sur le problème des retraites, le Premier Ministre s'est exprimé d'une manière très complète et nous avons été très heureux d'enregistrer ses propos sur la retraite à 60 ans.

Enfin, notre projet devra bien sûr apporter toute son attention aux droits des travailleurs dans l'entreprise. Les Lois Auroux ont permis des avancées réelles.

Je souhaite que l'on établisse un bilan précis et rigoureux de ces lois pour les faire mieux appliquer et les prolonger, notamment dans les petites et moyennes entreprises.

Sur tous ces problèmes, et sur bien d'autres, le débat est ouvert. Sur tous ces problèmes, les Français nous attendent. Sur tous ces problèmes nous devons faire des propositions.

*

*

*

Mes chers Camarades l'offensive des idées doit s'appuyer sur un Parti fort. Au mois de juin prochain, nous fêterons le vingtième anniversaire du Congrès d'Epinay. Au-delà de sa signification symbolique et historique, cette commémoration doit être un temps fort de réflexion sur notre Parti et son avenir. En 1971, avec François Mitterrand, nous avons voulu un parti socialiste organisé, cohérent dans sa ligne politique, rassemblé et rassembleur.

Ces objectifs ont été atteints. Encore faut-il, dans la période présente, qui est celle du pouvoir exercé dans la durée, les maintenir et les approfondir. Tel est sans doute un des enjeux les plus essentiels de la période.

La gauche a pris son envol historique quand elle a compris que l'organisation faisait sa force. Mais les Socialistes, d'une manière différente des communistes, ont conçu des formes d'organisation originales, fondées sur la démocratie et le débat interne. C'est cette organisation qui nous a permis d'arriver là où nous en sommes.

Dans les règles fixées dès l'origine il y a naturellement celle concernant la discipline. Car il n'existe pas d'organisation sans règles de conduite, et donc sans sanctions. Cela, j'en suis sûr, chacun d'entre vous en est convaincu. Et c'est à cette lumière qu'il faut examiner le débat sur les indisciplines.

Je viens devant cette Convention Nationale en Premier Secrétaire de la rigueur et de la modération. Je ne demande rien d'autre que de confirmer les sanctions déjà prises contre des parlementaires qui ont pourtant rompu la règle essentielle de discipline de vote à l'Assemblée Nationale et au Sénat, concernant un débat très grave. Et pour quelques uns d'entre eux qui ont battu les estrades et les plateaux de télévision, une prolongation de ces dispositions.

C'est un minimum, chacun en conviendra. Mais si nous n'appliquons pas ce minimum, alors pourrions-nous encore dire que nous sommes une organisation ?

Chacun doit comprendre que cette rigueur, cette exigence, n'est pas seulement celle de la direction. Nous la devons à chacun des militants de ce Parti.

Voilà pourquoi je demanderai ce soir à la Commission des Résolutions de suivre les propositions de Marcel Debarge.

Un Parti cohérent, tel est le deuxième trait du Parti créé à Epinay. Il vise notre stratégie, fixée dès l'origine. Nous la formulons aujourd'hui dans la notion de rassemblement à gauche. Ce rassemblement, on le sait, vise aujourd'hui des acteurs et des rapports de force qui ont changé depuis vingt ans.

L'échec du communisme international, la fuite du Parti communiste français dans un activisme gauchiste sans référence à un projet global, l'utilisation d'un système d'analyse qui récusé la réalité, tout cela alimente un désarroi qui perturbe les repères de l'ensemble de la gauche.

Le Parti Communiste en s'éloignant du rassemblement s'est enfermé dans un piège. Les débats du vingt-septième Congrès l'ont montré. Son attitude lors du conflit du Golfe a aggravé encore la distance.

Nous pourrions laisser le Parti Communiste poursuivre sa politique suicidaire. Je crois cependant que nous devons résister à cette tentation et chercher les moyens de renouer le dialogue avec les Communistes, et plus largement avec tous ceux qui sont inspirés de la culture communiste.

Cette volonté de dialogue est majeure dans notre proposition de modification du mode de scrutin régional. Il s'agit bien sûr avant tout d'assurer à cette collectivité, si importante en matière de développement d'une France décentralisée, la stabilité et donc les majorités nécessaires que le mode de scrutin actuel à l'évidence ne lui donne pas.

Il s'agit aussi de permettre au deuxième tour de passer devant l'opinion le même contrat de rassemblement de la gauche que celui qui nous lie dans les autres scrutins.

Aussi le Parti Socialiste a-t-il demandé au Gouvernement de présenter à la prochaine session parlementaire un projet de loi transposant le mode de scrutin municipal aux élections régionales. Nous insistons. Nous y tenons.

Au-delà du PC, nous avons aussi le souci de rassembler la mouvance communiste. A Rennes nous en avons décidé le cadre, celui des Etats Généraux de la Gauche à tenir dès la fin de cette année. Le pouvons-nous encore ? Manifestement la crise du Golfe a modifié le climat et nous devons réajuster notre calendrier.

Les Etats Généraux pourront se tenir après les élections régionales, lorsque la gauche sera une nouvelle fois rassemblée au second tour pour conquérir des régions et des conseils généraux.

Le Parti créé à Epinay s'est donné pour vocation de rassembler les Socialistes. Avec François Mitterrand nous savions que les grands moments de l'histoire du Socialisme étaient ceux de l'unité. Nous savions que la division ne conduisait qu'à l'échec. Et en 1971 nous étions dans une telle période. Moment cruel et difficile. Cependant, année après année, nous avons réussi à construire cette unité.

Le rassemblement des Socialistes reste plus que jamais d'actualité. Et plus encore dans une période où nous sommes au pouvoir. Où les Français attendent de nous autre chose que polémiques et stériles débats.

Chacun mesure bien la portée des échéances qui sont devant nous. Le PS doit élaborer et porter collectivement son Projet. Il doit rassembler la gauche face à un parti communiste qui perd progressivement ses réflexes de rassemblement à gauche. Il doit assurer la cohérence de son action au sein de la majorité présidentielle. Sur ce point, la Convention Nationale de décembre avait donné mandat d'ouvrir des négociations. Les événements du Golfe ne l'ont pas permis, pas plus que la mise en place retardée des structures de France Unie.

Les négociations doivent maintenant s'engager très rapidement, sur la base des principes que nous avons définis et qui sont clairs.

Le Bureau Exécutif rendra compte au Comité Directeur de ces négociations et enregistrera les listes des candidats aux prochaines élections. Il appartiendra à une instance du Parti en septembre ou octobre prochain d'approuver l'ensemble du dispositif.

Pour parcourir ce chemin, nécessairement semé d'embûches, il nous faut un Parti fort et cohérent.

La synthèse nous a permis au sortir du Congrès de Rennes, d'éviter le pire. Depuis lors, nous avons travaillé. Cependant, nous savons tous ici que le Parti, quelles qu'en soient les raisons, n'a pas retrouvé encore toutes ses assises. Le Parti est en interrogation, je l'ai dit en commençant ce discours.

Il ne s'agit pas d'une crise ni d'un malaise, mais d'un handicap lié au jeu des courants poussé à l'extrême.

Je ne souhaite pas ici développer une approche critique du fonctionnement du Parti. Mais il est certain que progressivement les courants nous ankylosent. Avec le risque émergent d'une asphyxie du débat d'idées. De fait, tout le processus de décision aujourd'hui est plus lourd, plus lent, plus difficile.

Nous avons certes trouvé les modalités d'un travail collectif qui nous permet de franchir un à un tous les obstacles. Et nous y sommes toujours parvenus depuis un an.

Mais à terme le risque qu'un tel fonctionnement entrave notre élan est bien réel.

Mes chers camarades, j'ai depuis plusieurs mois bien réfléchi aux équilibres d'un Parti formé de composantes dont aucune ne dispose de la majorité. Depuis un an, je me suis efforcé de créer les éléments d'une animation d'un Parti ainsi constitué.

Mais sans doute celui qui vous parle est-il le mieux à même de ressentir toutes ces difficultés.

Telle est la raison de ma proposition concernant la date de notre prochain Congrès ordinaire.

De quoi s'agit-il ? La date normale du Congrès est mars 1992, au moment même où se tiennent les élections cantonales, régionales et avant les sénatoriales de septembre. Cette date ne peut donc être retenue.

Restent deux hypothèses. Ou retarder le Congrès. Mais c'est alors prendre le risque de tenir cette instance entre deux échéances électorales lourdes au moment où précisément le Parti a le plus besoin de se mobiliser sur le terrain pour franchir l'échéance de pouvoir la plus importante du septennat.

Et puis, il faudra aussi nous préoccuper du rassemblement de la gauche et de la majorité présidentielle, nous préoccuper de nos adversaires, et faire partager par le plus grand nombre de Français notre projet qui aura été arrêté à la fin de cette année. Voilà bien du travail pour 1992 !

Ou bien nous anticipons l'échéance de trois mois en liant l'organisation du Congrès à celle du Projet. Tel est d'ailleurs l'argument essentiel. Que signifierait un Congrès se tenant quelques mois après l'adoption d'un Projet ce qui aurait l'inconvénient de nous replacer sans débat d'idées dans le cercle infernal des enjeux de pouvoir. En tout cas, on prendrait le risque au regard de l'opinion de faire apparaître des divisions entre Socialistes, qu'aucune justification dans le débat d'idées ne viendrait fonder.

Mes chers Camarades, chacun comprend bien que nous ne débattons pas seulement de la date d'un Congrès. Et je suis surpris de certains arguments qui tout de même sont bien en deçà des enjeux de la période.

La question qui nous est posée est bien plus simple. Dans les remous actuels, nous devons affirmer l'identité de notre socialisme. Comment le faire mieux qu'en concentrant toute notre vie interne sur notre débat d'idées, et sur le Projet.

Tout peut changer avec le Projet. Si nous passons ce cap avec mention honorable, le Parti aura devant lui de larges horizons. Il sera le môle autour duquel toute la vie politique française s'ordonnera et pour longtemps. Il nous permettra de grandes ambitions.

Mais à l'inverse, si pour des raisons tactiques nous préférons gérer des attentes, sacrifier des idées à l'autel des ambitions personnelles, alors soyons convaincus que nous perdrons tout, et tous ensemble.

Je ne demande pas à cette Convention Nationale de trancher sur la date du Congrès. Nos statuts attribuent cette compétence à un Comité Directeur. Il se réunira en Juin, après le vingtième anniversaire d'Epinay. Il sera précédé de tous les débats nécessaires pour conduire la discussion du Projet avec un esprit de rassemblement. J'ai été l'homme de la synthèse, personne ne peut supposer que j'ouvre un combat.

J'entends au contraire préparer avec vous tous un Congrès qui sera celui des idées, celui de nos idées pour l'avenir, et celui de notre rassemblement pour la victoire.

L'heure est bien trop grave, mes chers Camarades, pour permettre les demies-mesures, les petites précautions, et les prudences, qui ne nous mèneraient qu'à gérer l'immobilisme.

L'heure, mes camarades, est au mouvement, à la conquête pour les prochaines élections et pour les dix ans à venir. Si nous restons sur la défensive, oui, nous risquons de tout perdre.

Si nous prenons l'offensive des idées, alors oui, nous gagnerons.

**INTERVENTION
DE PIERRE MAUROY**

**A LA CONVENTION NATIONALE
DU PARTI SOCIALISTE
DU 6 AVRIL 1991**

Mes chers camarades,

Comme toute Convention Nationale, notre réunion d'aujourd'hui est importante car elle constitue un espace de débat et de rencontre entre les militants et la direction.

Plus que beaucoup d'autres Conventions Nationales, celle-ci revêt une importance particulière. Comment pourrait-il en être autrement alors que la guerre a eu lieu ? Comment pourrait-il en être autrement alors que les échéances électorales approchent ? Comment pourrait-il en être autrement alors que nous devons remettre avant la fin de l'année notre Projet aux Français ?

Le Parti Socialiste est au travail. Vous avez entendu le compte-rendu d'activités de Marcel Debarge ainsi que les interventions de plusieurs secrétaires nationaux. Ils vous ont fait part de leur action. Je voudrais les féliciter de tout ce qu'ils ont entrepris. Beaucoup a déjà été accompli même si cela a souvent été dans l'ombre.

Depuis plus de sept mois en effet, la crise du Golfe a, à juste titre, bien entendu, polarisé les attentions. Aujourd'hui, le champ des préoccupations s'est élargi ; bref, la vie a repris ses droits. Nous retrouvons la politique dans toutes ses dimensions, dans toutes ses arcanes.

Nous poursuivons par conséquent un même objectif : remporter les prochaines élections, régionales, cantonales, législatives, européennes et présidentielles pour approfondir notre action de transformation de la société.

Pour ce faire, nous pouvons espérer ou nous contenter d'une victoire par défaut, une victoire par rejet. La situation de la droite pourrait nous conduire à céder à la facilité.

La droite est perdue sur le plan idéologique. La victoire de l'économie de marché n'est pas la sienne. Mais l'effondrement du modèle libéral est son échec. Les hausses d'impôts aux Etats Unis et la suppression de la Poll Tax en Grande Bretagne signe l'acte de décès d'un libéralisme doctrinaire que la droite, faute de mieux, avait cru devoir épouser.

La droite est divisée sur le plan politique. Elle s'oppose sur l'Europe. Elle s'oppose à l'Assemblée Nationale sur la solidarité financière entre les communes.

La droite enfin, est déchirée sur le plan stratégique. L'horizon des primaires s'éloigne plus rapidement encore que le temps n'avance. La perspective d'alliances avec le Front National se rapproche quant à elle dangereusement.

La démocratie a besoin d'une majorité et d'une opposition fortes. Aussi, je ne me réjouis pas de cette situation. Elle viendrait même à me préoccuper si nous en faisons un prétexte pour légitimer notre inaction.

J'ai en effet la conviction que l'état de la droite ne sera pas suffisant pour vaincre. J'ai surtout la certitude que ce n'est pas cela que l'on attend des socialistes mais, tout au contraire, un nouvel élan.

* * *